

La Libre BELGIQUE dS De Standaard

LE BAROMÈTRE POLITIQUE



KANTAR TNS

Fiche technique

Un sondage par téléphone

Ce sondage d'opinion sans caractère prédictif a été mené par Kantar TNS à la demande de "La Libre", la RTBF, "De Standaard" et la VRT sur un échantillon aléatoire de :

1076 électeurs francophones résidant en Wallonie;

753 électeurs résidant à Bruxelles;

1045 électeurs néerlandophones résidant en Flandre;

L'erreur statistique maximale est de 3,1% en Wallonie et en Flandre et de 3,6% à Bruxelles.

Les répondants ont été interrogés par téléphone du 11 septembre au 8 octobre 2017.

Le rapport technique complet peut être consulté sur www.febelmar.be.

Voici notre nouveau baromètre politique

Les sondages d'opinion demandent du savoir-faire et de la transparence des instituts de sondage, de la connaissance et de la prudence des journalistes et du courage politique de la part de nos politiciens." Ce propos, de Peter Van Aelst (université d'Anvers) nous a guidés ces derniers mois dans la réflexion sur la stratégie à adopter à l'égard des enquêtes portant sur les intentions de vote et la popularité des hommes politiques.

C'est donc une nouvelle version de notre baromètre politique que nous sommes heureux de vous présenter aujourd'hui. Pour relancer ces enquêtes, qui sont des miroirs instantanés de l'opinion publique, nous

Analyse Frédéric Chardon

Après la fièvre PTB, les électeurs un brin contestataires sont en train de migrer vers des cieux moins sulfureux. Dans notre baromètre politique, c'est désormais Ecolo qui crée la surprise. A la vague rouge des marxistes, enregistrée ces derniers mois dans différents sondages, succède une vague verte. En Wallonie, Ecolo se classe troisième avec 18,5% des intentions de vote. A Bruxelles, encore mieux :

Politique

INTENTIONS DE VOTE

- "La Libre", avec la RTBF, le "Standaard" et la VRT, publie son baromètre d'automne.
- Ecolo et Olivier Maingain en sont les grands gagnants.
- Ils tirent bénéfice des scandales récents et du changement de majorité en Wallonie.

Une vague Ecolo fait refluer le PTB

avons maintenu notre collaboration avec la RTBF, et avons élargi notre partenariat à la VRT et à "De Standaard". Ces deux médias publiaient déjà un sondage, connu pour sa rigueur, au nord du pays, réalisé par l'institut Kantar TNS. Ce baromètre politique est désormais étendu à la Wallonie et à Bruxelles. Il est réalisé, par téléphone, à partir d'un échantillon significatif de la population, dans les trois Régions. Pour la clarté, nous n'avons retenu que les partis qui disposent déjà d'au moins un élu dans une assemblée législative.

Notre intention n'est pas de mesurer l'effet d'un buzz, d'une petite phrase assassine. Mais de déceler les tendances lourdes, de repérer celles et ceux qui, demain, seront les étoiles montantes et après-demain, les dirigeants de leur parti et de leur pays.

V.d.W.

les verts arrivent deuxième avec 16,7%. Inversement, le PTB se tasse par rapport aux scores qu'on lui prêtait.

Comment expliquer ce mouvement de balancier ?

1 La crise du fipronil

C'est une constante: les

scandales dans l'industrie agroalimentaire profitent électoralement à Ecolo. En 1999, à la suite de la crise de la dioxine, la percée des verts avait perturbé le jeu d'alliance entre les socialistes et libéraux. Grâce au sens politique aigu de son ancien secrétaire fédéral, Jacky Moraël, Ecolo, s'était imposé. Des majorités "arc-en-ciel" (PS-MR-Ecolo) avaient finalement vu le jour à tous les niveaux de pouvoir. La saga estivale des œufs contaminés au fipronil – un puissant insecticide – a certainement dû jouer un rôle dans la poussée d'Ecolo.

2 Un climat politique "affairiste"

Depuis que les rémunérations indues de mandataires locaux par l'intercommunale Publifin ont été révélées, depuis le scandale du Samusocial, c'est le grand déballage. Tous les jours ou presque, les médias étalent le détail des fiches de paie des élus et de leurs collaborateurs de haut rang. Ce retour en force des "affaires" dans le débat public donne un avantage à Ecolo. Depuis la naissance de leur mouvement, les verts défendent en effet une ligne dure en matière d'éthique politique. Par ailleurs, leurs parlementaires ont mené un travail remarqué dans diffé-

rentes commissions d'enquête ces derniers mois.






3 Une ligne claire

Sur le thème de la bonne gouvernance, justement, les coprésidents Zakia Khattabi et Patrick Dupriez se sont montrés inflexibles à la suite de l'appel de Benoît Lutgen, le 19 juin dernier, à renvoyer le PS partout dans l'opposition. Ecolo pouvait entrer dans de nouvelles majorités dans les entités fé-

dérées mais la direction du parti a finalement refusé de renoncer à la moindre virgule de son agenda éthique.

Cette stratégie des coprésidents rejaillit positivement sur l'image de toute leur formation. En revanche, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez n'en profitent pas du tout : ils végètent dans le fond du classement des personnalités préférées des Wallons et des Bruxellois. Le constat est encore plus cruel quand l'exercice ne concerne que les sympathisants du parti (voir infographie). Si Ecolo réalise une réelle performance dans les intentions de vote, le parti souffre d'une absence endémique de leaders pour incarner ses idées.

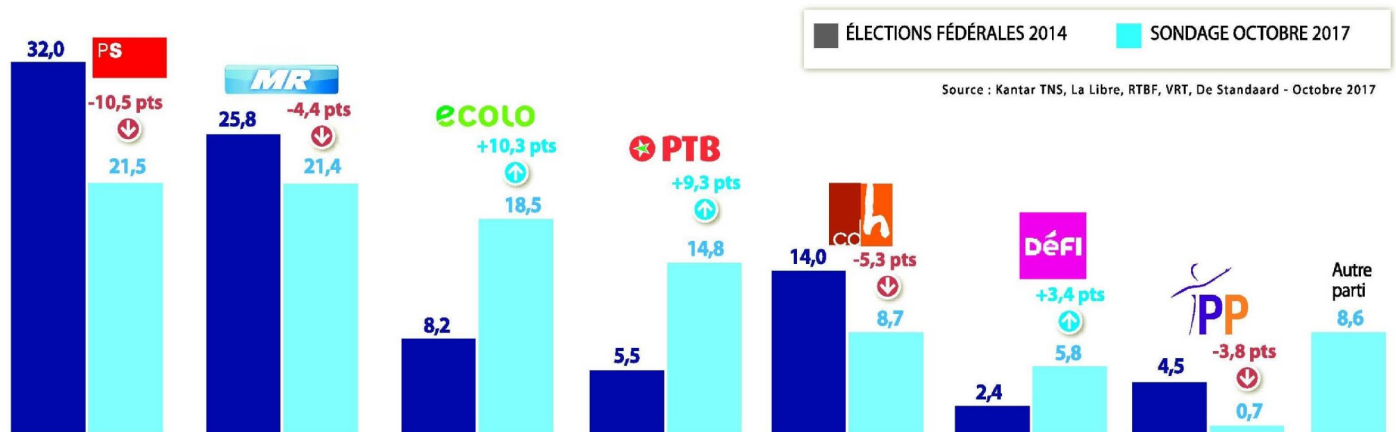
Les personnalités politiques préférées des ÉLECTEURS ECOLO WALLONS

1	Jean-Marc NOLLET		Ecolo	45
2	Paul MAGNETTE		PS	41
3	Elio DI RUPO		PS	37
4	Laurette ONKELINX		PS	32
5	Olivier MAINGAIN		Défi	30
6	Rudy DEMOTTE		PS	30
7	Carlo DI ANTONIO		CDH	29
8	M.-Martine SCHYNS		CDH	27
9	Joëlle MILQUET		CHD	25
10	Benoît LUTGEN		CDH	24
...
13	Zakia KHATTABI		Ecolo	18
14	Patrick DUPRIEZ		Ecolo	17

WALLONIE

Ecolo reprend des forces en Wallonie

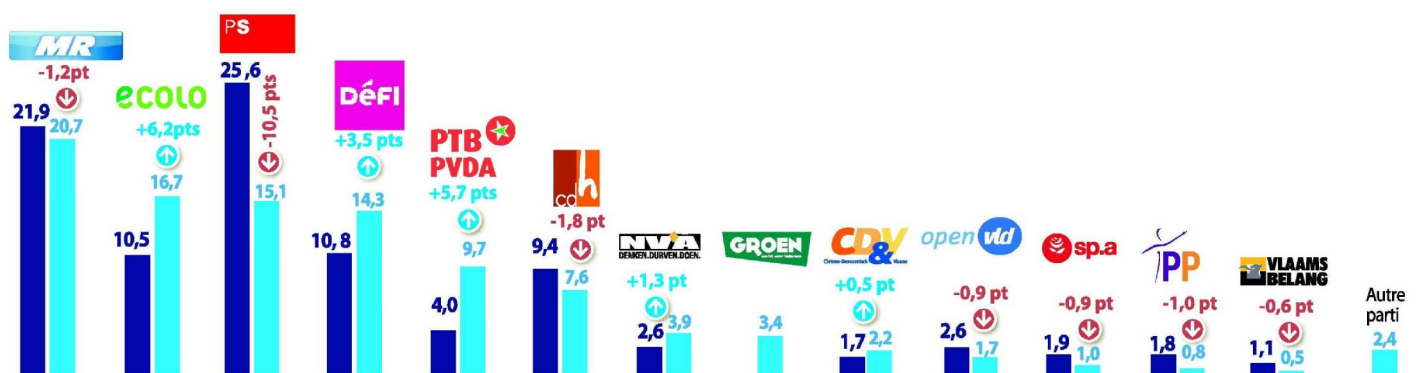
Les verts et le PTB sont largement au-dessus de leur score des dernières élections. Le PS s'écrase. Le MR et le CDH sont en forte baisse.



BRUXELLES

Le MR s'installe en tête, malgré un léger tassement

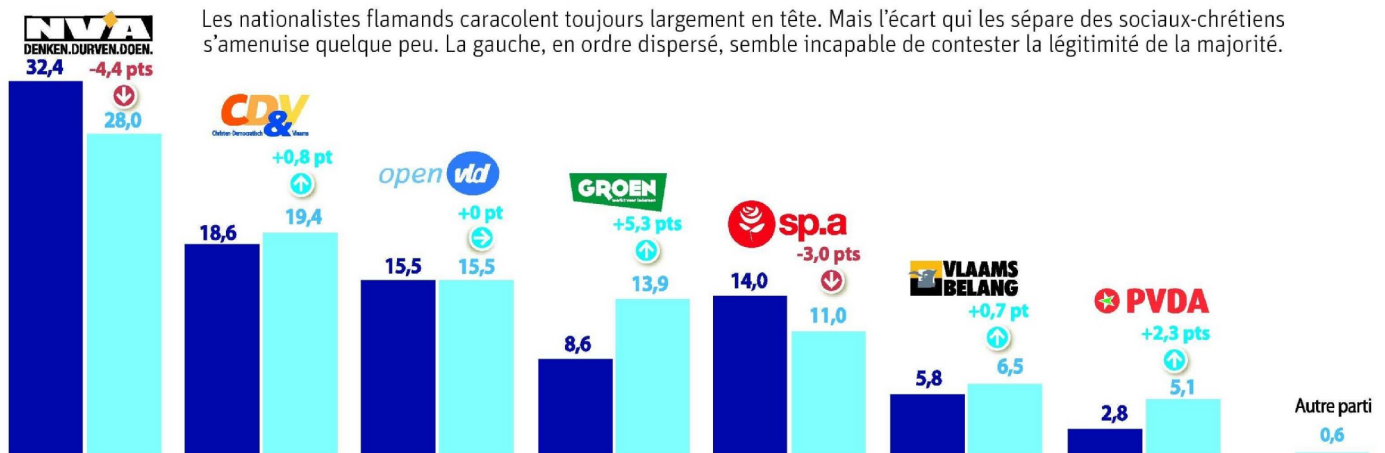
Arrivé premier aux dernières élections, le PS est dépassé par le MR mais aussi par Ecolo et est désormais talonné par le PTB.



FLANDRE

La N-VA ne résiste pas trop mal au pouvoir

Les nationalistes flamands caracolent toujours largement en tête. Mais l'écart qui les sépare des sociaux-chrétiens s'amenuise quelque peu. La gauche, en ordre dispersé, semble incapable de contester la légitimité de la majorité.



AU NORD DU PAYS

Les Flamands ouvrent la voie à une reconduction des gouvernements

Analyse Antoine Clevers

Le calme avant la tempête. La tempête, c'est pour l'année prochaine lorsque la très longue campagne électorale aura commencé en perspective du double scrutin d'octobre 2018 (élections communales et provinciales) et mai 2019 (élections régionales, fédérales et européennes).

Dans l'immédiat, une fois n'est pas coutume, l'heure est à la stabilité en Flandre, alors que son électorat est réputé volatile. Les trois formations des majorités flamande et fédérale – N-VA, CD&V et Open VLD – se portent bien. Certes, la N-VA perd des plumes depuis les élections de mai 2014 (- 4,4 points de pourcentage, selon notre dernier baromètre politique), mais rien d'inquiétant pour une formation extrêmement exposée en raison des responsabilités qu'elle occupe à la région et au fédéral. L'usure du pouvoir n'a manifestement qu'un faible effet sur les nationalistes.

Confiance envers le gouvernement Michel

Cette stabilité se traduit au moins en partie dans la confiance que les sondés du Nord du pays expriment envers les exécutifs fédéral et flamand. 53 % des Flamands disent avoir confiance dans le gouvernement Michel. Un score tout à fait honorable. Mais toutefois comparable à celui du gouvernement Di Rupo – pourtant minoritaire en Flandre à l'époque – durant les derniers mois de son existence.

Par ailleurs, 70 % des Flamands interrogés ont confiance dans le Premier ministre Charles Michel (MR) – un score nettement supérieur à celui de son prédécesseur Elio Di Rupo (autour de 55-60 %). Le Wavrien se retrouve même en tête des personnalités politiques préférées en Flandre. Le contraste est saisissant avec la partie francophone du pays, qui n'est représentée que par le MR dans la majorité. Seuls 33 % des Wallons, par exemple, ont confiance dans le gouvernement et 36 % dans son Premier ministre.

Des résultats engrangés

En ce qui concerne le gouvernement flamand, 62 % de ses administrés lui expriment leur confiance. Le ministre-Président Geert Bourgeois (N-VA) affiche, lui, un score de 57 %.

On comprend que dans l'état actuel des choses, N-VA, CD&V et Open VLD n'auraient aucune difficulté à reconduire leur coalition dans les deux niveaux de pouvoir. Cela confirme aussi que la Flandre penche assez nettement au centre droit.

Mais comment expliquer cette bonne forme ? Probablement par les premiers résultats engrangés par le gouvernement Michel. 130 000 emplois créés en trois ans, ce n'est pas négligeable. Parmi d'autres, la réforme des pensions, les économies dans les dépenses publiques (dont la Sécu) et une politique migratoire ferme sont des mesures qui plaisent à une majeure partie de l'électorat flamand – bien plus qu'aux francophones.

En parallèle, les très vives tensions qui existaient entre les trois formations, singulièrement entre N-VA et CD&V, fin 2016, début 2017 – on parlait en Flandre de "kibbelkabinet" (gouvernement des chamailleries) – ont été mises en sourdine. Cela a permis de dégager un accord très attendu, l'été passé, sur la réforme de l'impôt des sociétés, ainsi que sur la mise en place d'un début de taxation sur le capital (la taxe sur les comptes-titres).

Dernier élément : neuf des dix personnalités politiques préférées des Flamands appartiennent aux trois partis de la majorité. Forcément, ça aide. Et le dixième larron n'est autre que le Premier ministre.

Groen est en forme

Si les résultats du centre droit sont stables en Flandre, a fortiori, ceux de la gauche le sont aussi. Dans le détail, on observe que les écologistes de Groen sont en train de damer le pion aux so-

cialistes du SP.A, traditionnelle première force de la gauche flamande. Les verts pointent à 13,9 % des intentions de vote, en progression de 5,3 points depuis 2014. A l'inverse, le SP.A atteint laborieusement les 11 % (- 3 points). Le PVDA, très fort en Wallonie sous l'étiquette PTB, perce doucement. Il est à 5,1 % (+ 2,3 points), ce qui pourrait lui suffire pour décrocher un siège à la Chambre en 2019, sans doute dans la circonscription d'Anvers.

LE FOND

Plébiscite pour la présence des militaires

C'est un enseignement important du sondage : les Belges plébiscitent massivement la présence des militaires dans les rues. A Bruxelles, 67 % des habitants de la capitale souhaitent en effet que l'armée reste déployée sur les artères de la ville (contre 19 % qui y sont opposés). En Wallonie, le pourcentage est de 69 % (et 16 % contre). Élément intéressant,

ce plébiscite est aussi bien le fait des électeurs de droite, que de gauche. Il est difficile d'établir une relation de cause à effet, mais ces chiffres correspondent au nombre de Bruxellois (66 %), et de Wallons (65 %), qui s'inquiètent de la radicalisation de certains musulmans. Par ailleurs, avec 20 % d'avis favorables à Bruxelles, et 19 % en Wallonie, les mesures fiscales du gouvernement fédéral ne paraissent pas fort équitables. Notons enfin que Bruxellois (66 %) et Wallons (70 %) sont d'accord avec l'idée qu'un député ne doit pas pouvoir cumuler son mandat avec une fonction exécutive communale.

BdO

Comment vous sentez-vous par rapport à ces propositions?

● WALLONIE ● BRUXELLES

● WALLONIE ● BRUXELLES

D'ACCORD - TOUT À FAIT D'ACCORD

PAS D'ACCORD - PAS DU TOUT D'ACCORD

Les militaires doivent rester dans les rues pour protéger la population



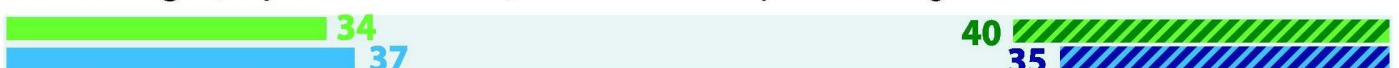
Les **mesures fiscales** du gouvernement fédéral sont équitables pour tous les citoyens



Je suis préoccupé par la radicalisation de **certains musulmans**



Benoît Lutgen, le président du CDH, a eu raison de ne plus vouloir gouverner avec le PS

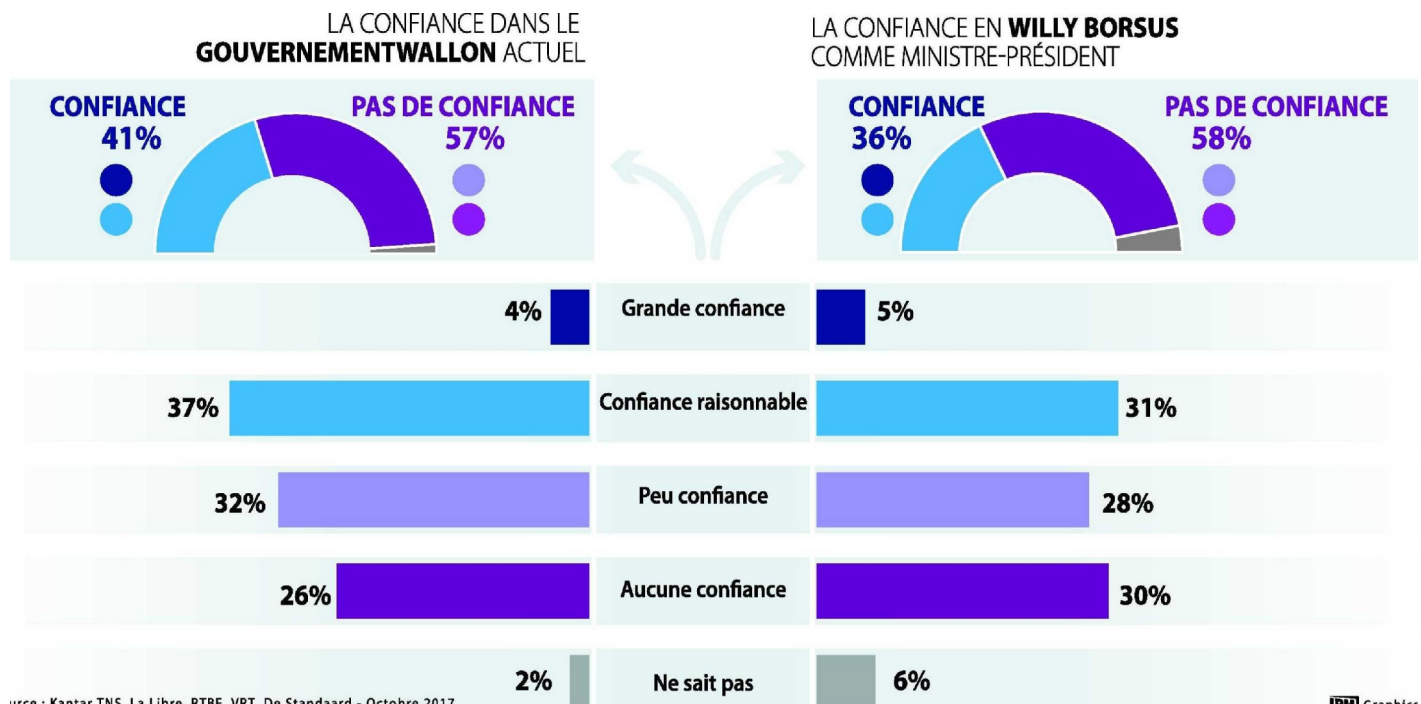


Un député ne peut pas **cumuler son mandat** avec une fonction exécutive communale (bourgmestre, échevin, président de CPAS)



AU SUD DU PAYS

Le gouvernement de Willy Borsus est soutenu par 41 % des Wallons



Source : Kantar TNS, La Libre, RTBF, VRT, De Standaard - Octobre 2017

IPM Graphics

Il y a presque un paradoxe de voir le Sud du pays dirigé depuis presque quatre mois par un gouvernement MR-CDH lorsqu'on constate dans les intentions de vote (voir par ailleurs) que la gauche (PS-PTB et Ecolo) est majoritaire en Wallonie. D'autant que les intentions de vote qui concernent le MR et le CDH ne permettraient pas de donner à ces deux partis une majorité suffisante. Qu'ils se rassurent, cependant, l'attelage précédent (PS-CDH), au gré des précédents Baromètres était aussi, la plupart du temps, mal noté dans cet exercice.

A la question de la confiance dans le gouvernement wallon actuel, le gouvernement MR-CDH emmené par Willy Borsus (MR) a gagné la confiance de 41 % des Wallons sondés. Un chiffre qui se découpe de cette manière : 4,1 % des sondés portent une "grande confiance" et 36,9 % ont une "confiance raisonnable". Un pourcentage plus élevé que les intentions de vote concernant ces deux partis (30,1 % à eux deux). Il reste cependant 57,4 % des personnes interrogées qui n'ont pas confiance dans la nouvelle équipe. Un chiffre qui se décline de la manière suivante : ils sont 31,8 % à avoir "peu confiance" contre 25,6 % qui n'ont "aucune confiance". Le taux d'indécis (1,6 %) est très faible, les personnes sondées se prononçant de manière plutôt claire sur cette question de la confiance dans le gouvernement wallon. Parmi ceux qui font confiance dans ce gouvernement on retrouve sans surprise des électeurs du MR, en grande majorité, suivis de près par ceux du CDH et d'Ecolo. Pour ce qui concerne l'absence de confiance dans ce gouvernement c'est essentiellement chez les électeurs du PTB qu'il faut chercher. Au PS, les électeurs potentiels sont partagés.

Willy Borsus, le nouveau ministre-Président wallon (MR) qui a succédé fin juillet au socialiste Paul Magnette suscite plus d'indécision puisque 6,3 % des sondés ne savent pas s'ils ont ou non confiance en lui. Un chiffre qui porte la confiance que lui portent les Wallons à 35,9 % (4,9 % lui ac-

cordent une "grande confiance" et 31 % une "confiance raisonnable") contre 57,8 % de gens qui considèrent qu'ils ne lui font pas confiance (27,9 % ont "peu confiance" contre 29,9 % qui n'ont "aucune confiance").

Si on se penche sur la couleur politique de ceux qui ont ou n'ont pas confiance dans le ministre-Président on ne s'étonnera pas de trouver, en très grande majorité, des électeurs MR du côté des confiants et des électeurs du PTB dans ceux qui ne veulent rien entendre de positif sur Willy Borsus. Si, comme on l'a écrit plus haut, les électeurs Ecolo semblent avoir plutôt confiance dans ce gouvernement, ils sont, par contre, moins enthousiastes quant au chef de l'équipe.

Une faible confiance à la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le même exercice a été mené pour le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et son ministre-Président Rudy Demotte (PS). Pour rappel, à ce niveau de pouvoir, le CDH n'a pas réussi à éjecter le PS et continue donc à gouverner avec lui. Le gouvernement ne récolte qu'une confiance de 36,9 % contre 60,7 % des personnes sondées qui n'ont pas confiance. Rudy Demotte, lui, récolte un taux de confiance de 37,8 % (un tantinet plus élevé que son équipe entière) contre une défiance de 57,6 %. Étonnamment, une majorité d'électeurs potentiels du MR se retrouve dans ceux qui ont confiance dans le gouvernement mais ils sont par contre beaucoup moins à accorder leur confiance à Demotte.

On remarquera à la lecture de ces chiffres et de ceux qui concernent le gouvernement fédéral (voir par ailleurs) que les Wallons n'ont pas grande confiance dans les différents gouvernements qui les concernent. Et, in fine, c'est encore le nouveau gouvernement wallon qui est en tête. Il faut dire qu'il n'est pas en place depuis très longtemps.

Stéphane Tassin

Le "coup" du CDH

La décision de Benoît Lutgen n'est pas populaire

Crise politique. Lorsqu'il annonce, le 19 juin dernier, qu'il souhaite mettre le PS en dehors des majorités wallonnes, bruxelloises et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Benoît

Lutgen, le président du CDH provoque une crise importante du côté francophone du pays. Une crise qui a vu le renversement du gouvernement wallon mais pas des deux autres. Comment les Wallons ont-ils perçu cette initiative ?

Si l'on en croit le baromètre, ils sont seulement 33% en Wallonie à considérer qu'il s'agissait de la

bonne décision contre 40,2% qui pensent le contraire. Précisons quand même qu'ils sont près de 25% à ne pas avoir un avis tranché ou ne pas avoir d'avis du tout sur cette question. Et lorsqu'on regarde la couleur politique des répondants, il y a plus d'électeurs potentiels du MR à soutenir l'initiative que d'électeurs potentiels du CDH.
S.Ta.

LE GAGNANT

Olivier Maingain plane sur les déboires des partis traditionnels

Olivier Maingain confirme un véritable état de grâce. Ce baromètre automnal laisse en effet envisager une percée inédite pour Défi littéralement porté par son président. Le Bruxellois parvient à se hisser à la troisième place en Wallonie, talonnant Elio Di Rupo et dépassant des poids lourds MR tels que Charles Michel ou Didier Reynders. Dans la capitale, Olivier Maingain prend carrément la tête du classement des personnalités, devant les deux libéraux précités. Carton plein, donc, pour le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert, lui qui peine pourtant depuis des années à faire exister sa formation politique au sud du pays. Son parti lui aussi progresse par rapport aux élections de 2014. Pour la deuxième fois, un sondage le place au-delà de la barre des 5% en Wallonie. Ses adversaires ne manqueront pas d'y voir un signal d'alarme. Les explications du succès de celui qui demeure pourtant le plus ancien président de parti du paysage francophone, ne sont pas si difficiles à percevoir.

1 L'appel de Benoît Lutgen

Le fameux appel du 19 juin a mis Défi, devenu indispensable à toute majorité alternative, au centre de l'échiquier. Jamais sans doute, Olivier Maingain n'avait-il bénéficié d'une telle visibilité. Pendant plus de deux mois, on l'a vu défilé dans tous les médias, ce qui a eu pour effet de rappeler son phrasé vieille France aux bons

souvenirs des citoyens. Ceux-ci avaient sans doute l'habitude de ne l'entendre qu'à l'occasion des crises communautaires. Or depuis 2011 et la conclusion de la sixième réforme de l'Etat – que Défi n'a pas soutenue – la Belgique connaît une forme d'apaisement qui pousse le parti amarante à se positionner sur un spectre plus large d'enjeux politiques, ce qui ne s'avère pas toujours facile pour lui. Maingain a habilement profité de l'occasion pour revenir au-devant de la scène.

2 Un parti épargné par le scandale

La popularité d'Olivier Maingain se nourrit de la défiance de la population à l'égard des partis traditionnels. Une conséquence directe des divers scandales qui ont fait l'actualité de cette année 2017. Après une longue cure d'opposition, Défi n'a renoué avec le pouvoir (le parti avait déjà participé à certaines coalitions lorsqu'il évoluait à l'intérieur du MR) qu'en 2014 en Région bruxelloise. Le parti est par ailleurs absent des structures décisionnelles publiques en Wallonie. Il est donc peu exposé à la "mal gouvernance".

3 Une alternative

Cette virginité a permis à Olivier Maingain de plus facilement positionner la marque Défi comme alternative aux trois partis traditionnels (PS, MR, CDH) tous concernés de près ou de loin par les affaires et tous en recul dans les

sondages. Cela fait pourtant plus de 50 ans que le FDF est apparu en Belgique. En outre, la bonne gouvernance, un des leitmotifs historiques de Défi, s'est imposée dans le débat public. Olivier Maingain en a largement profité, quitte à aller très loin sur ce thème dans les médias. Son positionnement centriste a par ailleurs pu profiter de l'ascension d'Emmanuel Macron. Durant la campagne présidentielle française, Olivier Maingain n'avait pas manqué de souligner sa proximité idéologique avec le futur président.

4 L'importance d'être constant

Si l'initiative de Benoît Lutgen a pu être perçue comme une trahison dans l'opinion, la constance affichée par Olivier Maingain a pu, à l'inverse, élever son capital sympathie. Contre vents et marées, il est resté fidèle à l'accord de majorité qu'il avait conclu avec le Parti socialiste bruxellois, quitte à prendre le risque d'apparaître comme "scotché" à son partenaire. Une constance qu'Olivier Maingain fait également valoir dans les joutes parfois farouches qui l'opposent au MR au sujet de sa relation avec la N-VA. Le CDH comme futur allié du MR et de la N-VA au fédéral ? Le CDH responsable de la montée des nationalistes flamands dans une hypothétique majorité bruxelloise ? Le président de Défi a utilisé cette ficelle pour contrer les attaques de Benoît Lutgen cet été.

Mathieu Colleyn

WALLONIE Le préféré des Wallons

Il a quitté l'Elysette (le siège du gouvernement wallon) sans passer par la case "député", à laquelle il avait pourtant droit, pour se replier sur sa seule ville de Charleroi. C'est peut-être grâce à ce désir de décumul qu'il applique et qu'il porte au sein des instances du PS que Paul Magnette trône désormais en tête du classement des personnalités en Wallonie. Lui, qui pourtant, lorsqu'il était ministre, n'était pas toujours très clair, du moins au début de son mandat de ministre-Président, sur la manière dont il s'empêchait d'être bourgmestre de Charleroi.

S.Ta.

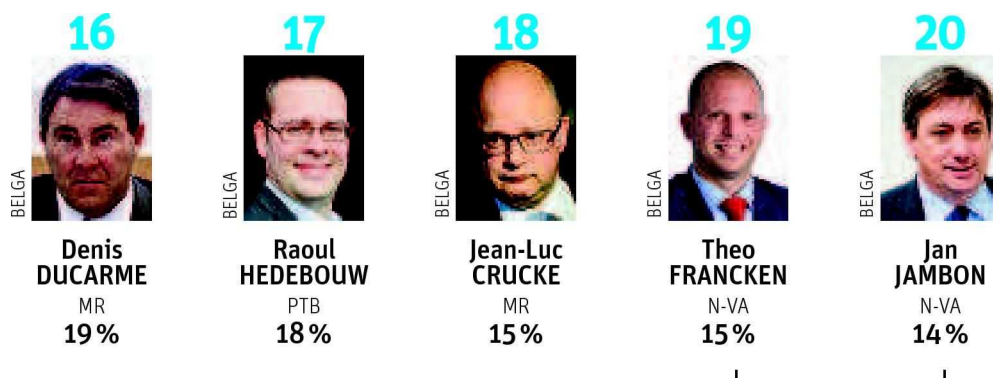
4^e, 9^e et 12^e

Ceux que l'on n'attendait plus

Au rayon des surprises, on retrouve Rudy Demotte (PS) qui échoue au pied du podium. Fortement en baisse ces dernières années, le socialiste reprend force et vigueur. Alors qu'elle vient d'annoncer son départ, Laurette Onkelinx se maintient dans le top 10.

Quant à Joëlle Milquet qui n'incarne plus la tendance dominante au CDH, elle reste quand même dans le top 20.





Flamands

Les ministres N-VA (Theo Francken et Jan Jambon), les deux seuls politiques flamands testés dans ce baromètre, ferment le top 20. La politique musclée du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration semble donc séduire une partie significative des Wallons.

Le paradoxe Ecolo

Les coprésidents des verts hors du top 20

Popularité. Alors que les présidents du PS (Di Rupo), du CDH (Lutgen) et du MR (Chastel) se retrouvent dans le top 20 des personnalités, les coprésidents d'Ecolo, Patrick Dupriez et Zakia Khattabi, en sont les grands absents – contrairement à Jean-Marc Nollet qui occupe une belle cinquième place. La polémique autour du photovoltaïque wallon semble loin derrière lui désormais.

Les libéraux

Le Premier est premier MR

Gouvernement. Alors que son parti est présent dans deux gouvernements (fédéral et wallon), le Premier ministre Charles Michel n'occupe que la sixième place du classement. Il est cependant le premier d'entre

tous les libéraux, talonné de très près par Didier Reynders. Willy Borsus arrive juste après. On constatera que les libéraux sont, dans ce classement, derrière certaines personnalités qui incarnent l'opposition au fédéral. Di Rupo, Maingain et Nollet sont devant. Onkelinx est, heureusement pour eux, juste derrière.

BRUXELLES

**Charles Michel (MR)**

Le Premier ministre bénéficie d'une bonne image à Bruxelles. Il devance son vice-Premier et ministre des Affaires étrangères Didier Reynders.

Celui-ci est toutefois le seul représentant bruxellois de son parti parmi les 20 personnalités du classement.

Didier Gosuin (Défi)

Le ministre bruxellois de l'Emploi tire bien son épingle du jeu. Il va jusqu'à devancer son ministre-Président dans le classement.

A la loupe**Les personnalités CDH en difficulté**

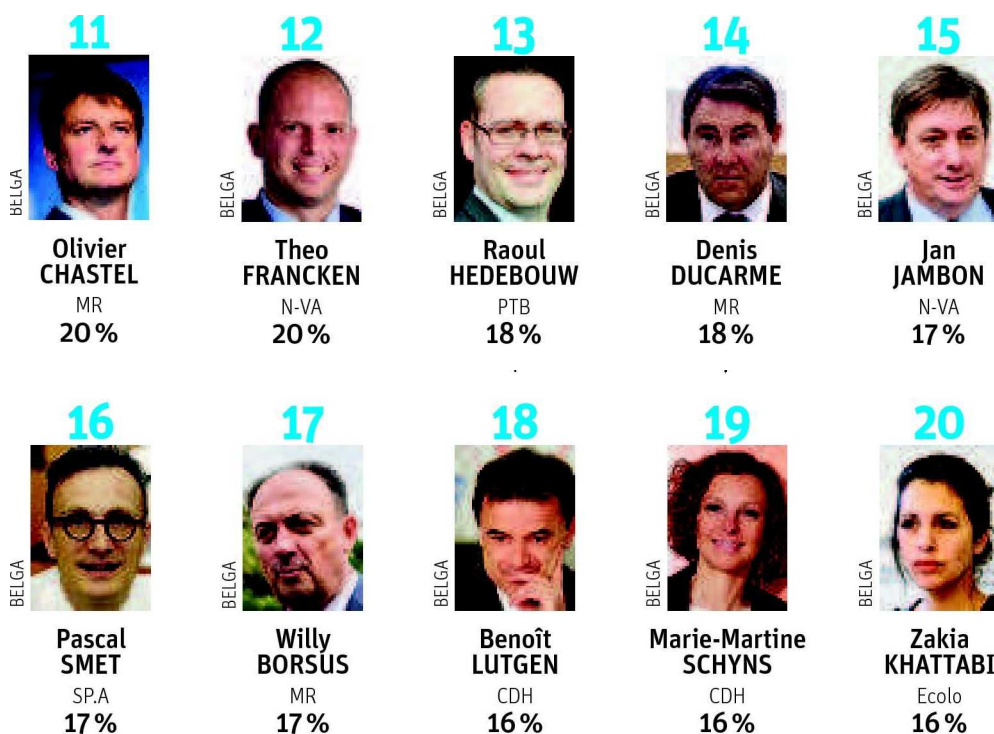
Joëlle Milquet parvient à se maintenir dans le top 10 des personnalités dans la capitale. Une consolation pour celle qui fut longtemps la championne du CDH en popularité. Elle est, en outre, l'unique Bruxelloise du parti humaniste qui se classe dans les 20 premiers. En bas de classement, on ne trouve guère que Benoît Lutgen, président du parti, et Marie-Martine Schyns, ministre de l'Education. Deux Wallons pur jus. La situation illustre sans doute la peine qu'éprouve le CDH à faire émerger ses personnalités bruxelloises. **M. Co.**

Vervoort s'affirme, Di Rupo décline

Le président du Parti socialiste n'est pas en très grande forme dans ce baromètre des personnalités. Elio Di Rupo se retrouve sixième. Sa camarade Laurette Onkelinx, présidente de la Fédération bruxelloise, n'est pas au mieux puisqu'elle est à la porte du top 10. Toujours chez les socialistes, on relèvera

qu'elle est surclassée par le ministre-Président Rudi Vervoort qui, malgré une popularité réputée faible, s'installe dans les dix premiers en termes d'opinions favorables. Paul Magnette et Rudy Demotte complètent ce pool de cinq ténors PS du top 10. Tout de même.

M. Co.



FLANDRE

Charles Michel

Le “Premier” des Flamands

Performance. Et la personnalité politique préférée des Flamands est... un francophone. Charles Michel (MR) profite bien sûr de la prime à la fonction que lui octroie son poste de Premier ministre. Pour preuve, son prédécesseur, Elio Di Rupo, réalisait lui aussi de bons résultats en Flandre – improbable pour un socialiste francophone. Mais la performance de Charles Michel n’en reste pas moins remarquable. Les électeurs flamands, manifestement, ne diraient pas non à un gouvernement Michel II.

Hilde Crevits

Inconnue en Wallonie, adorée en Flandre

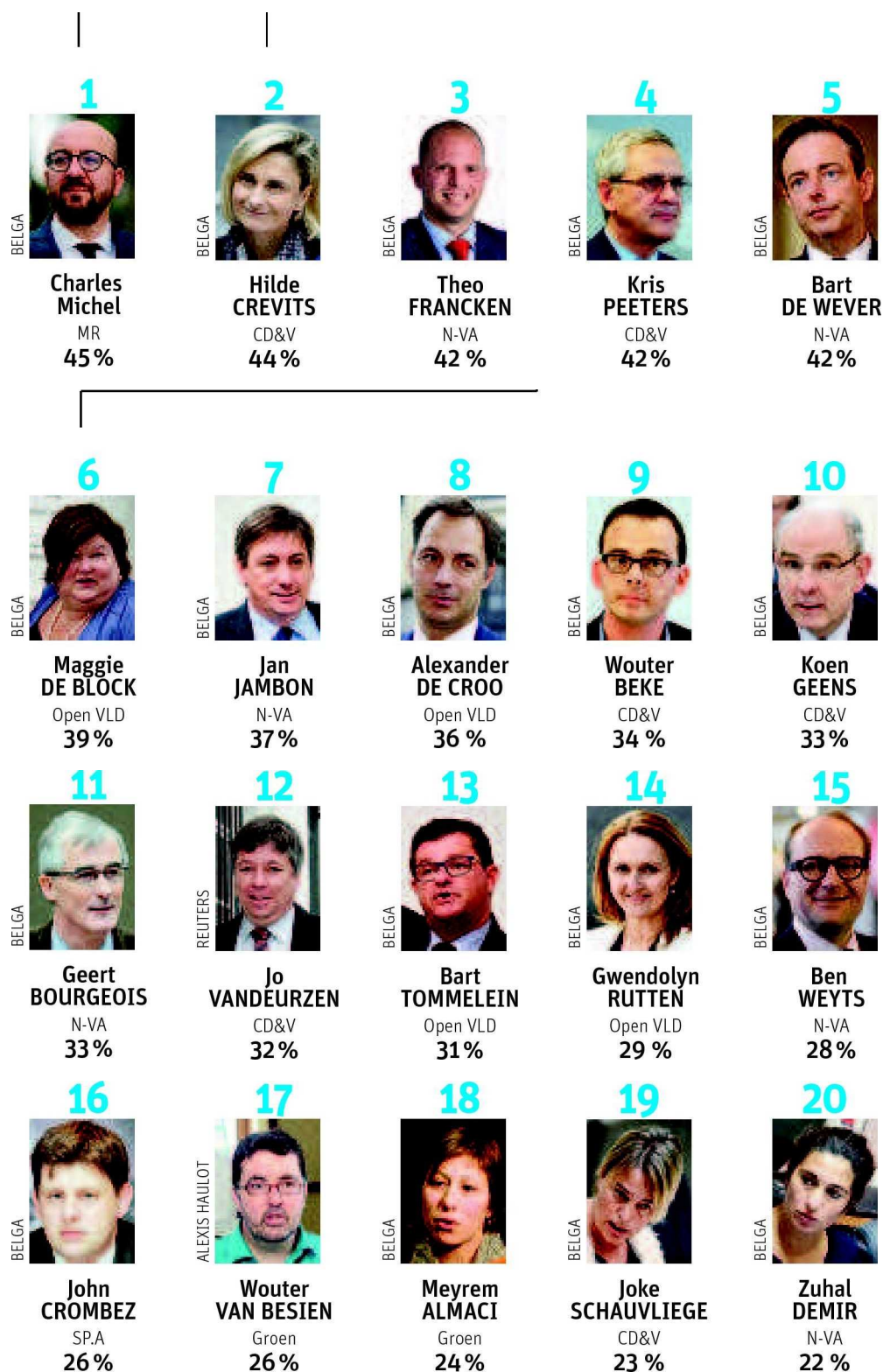
Pilier chrétien. Si Hilde Crevits, ministre flamande de l’Enseignement, est inconnue en Wallonie, en Flandre, elle plaît. Au point de dépasser tous les cadors

de la politique nordiste dans notre baromètre. Très active sur les réseaux sociaux, usant d’une communication sobre, Hilde Crevits est beaucoup apparue lors de la rentrée scolaire. Au sein du CD&V, elle est réputée proche du monde associatif chrétien. Ça aide quand on gère l’Enseignement.

Maggie De Block

La fin d’une hégémonie

Irrationnel. Elle est définitivement rentrée dans le rang. Maggie De Block (Open VLD) a trusté longtemps la première place dans les sondages d’opinion dans les trois régions du pays. C’est sans doute le résultat de sa personnalité atypique et de la politique ferme qu’elle menait en tant que secrétaire d’Etat à l’Asile et la Migration sous le précédent gouvernement. Mais son insolente domination avait quelque chose d’irrationnel. Confirmation. Depuis qu’elle a dû assumer, sous sa casquette actuelle de ministre de la Santé, d’importantes coupes budgétaires dans les soins de santé, sa popularité a fondu. Elle se maintient toutefois à une belle sixième place.



Tom Van Grieken, le grand absent

Il était censé incarner le renouveau du Vlaams Belang (VB). Il devait rendre l'extrême droite flamande sexy, attrayante et enfin fréquentable. Le pari de Tom Van Grieken, 31 ans, est pour le moment un échec. Non seulement la formation dont il est le président ne recueille que 6,5 % des intentions de vote,

mais en plus, lui-même ne perce pas en tant que personnalité politique. Tom Van Grieken pointe à une anecdotique 29^e place (sur trente personnalités testées), derrière Filip Dewinter, le visage historique du VB et tenant d'une ligne radicale, la plus nauséabonde.

A. C.

Wouter Van Besien et Meyrem Almaci

La bonne tenue des écologistes

Deux sur trois. Sur les trois écologistes testés dans notre baromètre, deux émergent dans le top 20. Pour Groen, c'est un résultat tout à fait honorable qui vient confirmer la bonne tenue du parti dans les intentions de vote. Meyrem Almaci, la présidente, s'impose de plus en plus comme l'une des personnalités incontournables du débat politique en Flandre. Son prédécesseur, Wouter Van Besien, avait, lui, réussi la gageure de replacer Groen sur l'échiquier politique en envoyant notamment six députés à la Chambre en 2014. Plus fort encore, M. Van Besien apparaît aujourd'hui comme le seul candidat capable de ravir le mayorat d'Anvers à Bart De Wever (N-VA) en 2018. Le troisième écologiste testé dans le baromètre est Kristof Calvo, 23^e, et tout proche de la 20^e place (à seulement 2 %). Un trois sur trois lors du prochain sondage ?

LE DUEL

Di Rupo plus soutenu que Magnette au PS

Il ne faut pas sous-estimer Elio Di Rupo et son pouvoir sur le parti qu'il gouverne. Etre président, chez les socialistes, ce n'est pas (que) servir de boîte aux lettres ou de punching-ball aux mécontents. Occuper le boulevard de l'Empereur, c'est occuper le sommet d'une hiérarchie bien rodée et relativement disciplinée, qui va jouer sur le collectif plutôt que sur les comportements individualistes. Et c'est encore plus vrai quand les temps sont durs. Et, là, pour le PS, ils le sont...

Les commentateurs pointent systématiquement le maintien d'Elio Di Rupo à la tête du PS comme l'une des raisons du déclin socialiste dans les sondages. On ne pourrait assumer un bilan d'ex-Premier ministre et incarner l'avenir d'une formation dans l'opposition au fédéral. Paul Magnette pourrait prendre la relève avec une certaine réussite, estiment les analystes.

Di Rupo, l'intouchable

Cette vision est, peut-être, en grande partie juste. Elle n'est cependant pas partagée par l'appareil de parti qui reste groupé derrière son président. La contestation ne s'exprime pas. En tout cas, pas clairement. "Le

premier qui s'en prend ouvertement à Elio, il est mort", confie un socialiste. Paul Magnette, au contraire, ne s'est pas fait que des amis au top du parti, notamment en réclamant le décumul intégral des mandats.

Et ce sentiment n'apparaît pas qu'au sommet de l'appareil. Notre baromètre politique le montre: les électeurs socialistes chérissent bien plus Elio Di Rupo que son concurrent potentiel.

Dans le classement des popularités, Paul Magnette se classe devant le président du PS en Wallonie comme à Bruxelles. Mais il réalise ce -beau- résultat parce qu'il va davantage piocher des voix dans les autres formations politiques.

En Wallonie, par exemple, les électeurs socialistes préfèrent nettement leur président par rapport aux autres personnalités socialistes: 74% d'entre eux le soutiennent. Tandis que Paul Magnette n'est aimé que par 56% des pro-PS (tableau ci-contre).

La figure de l'ex-ministre-Président wallon comme futur sauveur du PS est donc à relativiser. De quoi conforter Elio Di Rupo qui se voit poursuivre sa carrière jusqu'à ses 80 ans. Au moins...

F.C.

Les personnalités politiques préférées des ÉLECTEURS PS WALLONS

1	Elio DI RUPO	PS	74
2	Laurette ONKELINX	PS	59
3	Paul MAGNETTE	PS	56
4	Rudy DEMOTTE	PS	45
5	Jean-CI. MARCOURT	PS	33
6	Joëlle MILQUET	CDH	32
7	Olivier MAINGAIN	Défi	30
8	Didier REYNERS	MR	28
9	Jean-Marc NOLLET	Ecolo	27
10	Willy BORSUS	MR	22
...
12	Rudy VERVOORT	PS	17